

plus élevé et il se doit de fournir un meilleur service afin de concurrencer les techniques de mises en marché de masse.

Bien sûr, il faut que les personnes à revenus faibles ou moyens bénéficient des dégrèvements fiscaux. Il faut aussi que soit instauré le crédit fiscal à l'emploi qui a été proposé à maintes reprises à la Chambre. Mais ce dont nous avons besoin par-dessus tout, et c'est ce qui m'a inspiré ces remarques, c'est d'une stratégie industrielle. Une partie essentielle et vitale de cette stratégie doit être la réforme des institutions financières canadiennes de façon à les rendre concurrentielles et efficaces et à injecter les fonds là où c'est socialement désirable. Dans le Canada d'aujourd'hui, si on met à part la création d'emplois dans le secteur public, c'est la petite entreprise canadienne indépendante qui devrait bénéficier des emprunts consentis. Or, ce n'est pas ce qui se passe. Il ne nous a pas été donné de stratégie industrielle et le fait que le gouvernement néglige d'opérer immédiatement les réformes bancaires nécessaires au lieu de remettre toujours à plus tard ne donne au peuple canadien, et certainement à mes commettants, aucune raison d'avoir la moindre confiance dans sa capacité de remettre l'économie sur pied et de réduire le chômage massif dont nous sommes affligés.

**M. Benno Friesen (Surrey-White Rock):** Monsieur l'Orateur, le gouvernement s'est toujours enorgueilli du fait qu'il présentait des mesures législatives progressistes. Voici donc un parfait exemple de sa législation progressiste, en l'occurrence faire progresser le bill en le reportant d'une année parce que son contenu législatif n'est pas prêt.

Je me souviens qu'il y a quelques semaines seulement, au cours du débat du bill concernant l'impôt sur le revenu, le ministre des Finances (M. Chrétien) a harangué de son siège l'opposition à plusieurs reprises en lui reprochant de retarder le débat, de retarder l'adoption de cette mesure alors que le gouvernement avait pourtant beaucoup à faire. D'après lui, nous empêchions l'accomplissement de tout ce progrès qu'il envisageait. Cela se passait vers le milieu du mois de décembre.

Une telle remarque de la part du ministre des Finances pouvait nous laisser croire que le gouvernement avait une série de bills à présenter et qu'aussitôt que nous aurions adopté le bill de l'impôt sur le revenu, il y aurait une autre mesure prête à être étudiée. Voici donc un bill que l'on attend déjà depuis un an au moins. La présentation de ce bill est en retard non seulement par rapport à l'échéancier du gouvernement, car le Livre blanc est paru il y a quelque douze mois, mais elle est également en retard par rapport aux besoins du pays. Le gouvernement demeure pourtant inactif. Je suppose que la raison de cette situation pourrait résider dans le fait que certains des membres du comité des banques de l'autre endroit auxquels le député de New Westminster (M. Leggart) a fait allusion s'inquiètent beaucoup des réactions qu'a suscitées cette mesure et souhaitent donc la retarder aussi longtemps que possible. En tout cas, ils ne sont pas disposés à faire progresser leurs travaux comme ils le devraient. Je m'imagine déjà que d'ici d'une semaine ou deux, nous allons entendre des hauts cris de la part de différents ministres nous accusants de retarder l'adoption de mesures législatives.

Je sais qu'au Canada les banques ont la réputation d'être de solides institutions financières. Je pense qu'elles se sont enorgueillies du fait que durant la grande dépression des années 30,

### *Loi sur les banques*

pas une seule d'entre elles n'ait fait banqueroute. Cela inspire un sentiment de sécurité aux prêteurs d'argent au Canada. Je me souviens également que tandis que ces mêmes banques restaient des institutions très sûres durant les années 30, tel n'a pas été le cas des agriculteurs, ni d'ailleurs des chefs de petites entreprises. On a assisté à des fermetures de toutes sortes dans toute la Saskatchewan où je vivais à l'époque. Il y a des gens qui ont dû quitter leur ferme tout en laissant les banques en hériter. L'un de mes oncles qui possédait une bonne ferme dans le centre de la Saskatchewan ainsi que des bâtiments agricoles en bon état et une maison relativement récente a dû vendre toute sa ferme et son exploitation pour la somme de un dollar en 1939 et laisser quelqu'un d'autre en reprendre l'hypothèque. Les banques s'en sont assez bien tirées durant les années 30 et n'ont guère souffert des événements.

Nous avons besoin, au Canada, de ce genre de sécurité et de stabilité, mais il faut également, sur le marché de l'argent, une certaine concurrence. J'ai acquis toute ma formation universitaire aux États-Unis. Mon séjour de sept ans dans ce pays m'a permis de voir un peu comment fonctionnent les établissements de prêts là-bas. Dans les années 30, les Canadiens se targuaient du nombre bien moindre de faillites d'établissements bancaires au Canada par rapport aux États-Unis. Dans certaines rues de Chicago, on pouvait voir certains vieux édifices qui avaient abrité des banques et qui étaient désaffectés depuis 1933, alors que le président Roosevelt les avait fermés. Leurs garanties n'étaient pas très sûres. Les banquiers américains ont remédié à la situation dans les années 30. Ils ont fourni des garanties à leurs déposants, et c'est d'un système semblable que nous avons besoin au Canada.

J'ai parlé à un avocat de Washington cet après-midi. Il se spécialise dans les opérations bancaires et il m'a dit qu'il y a aux États-Unis 14,000 banques: 6,000 d'entre elles sont des banques nationales qui ressemblent à nos banques canadiennes, et les 8,000 autres sont des banques d'État. Les banques nationales détiennent environ 60 p. 100 des avoirs et les banques d'État les autres 40 p. 100; il faut en outre compter les établissements de prêt et d'épargne qui sont disséminés aux quatre coins du pays. Dans n'importe quelle banque, dans n'importe quelle ville, dans n'importe quel État, il y a de la concurrence.

#### ● (2032)

Un de mes électeurs est en train d'établir une petite chaîne de magasins de vente au détail. Ces magasins sont plutôt modestes, mais ils servent très bien le public. L'homme d'affaires en question est un très bon vendeur. Il essaie de monter une nouvelle entreprise. Il fait profiter de ses talents d'entrepreneur certaines personnes qui veulent investir dans son entreprise. En même temps, il crée des emplois.

Quand mon électeur veut ouvrir un nouveau magasin, même s'il a toujours eu du succès en affaires, il doit prouver à la banque qu'il n'a pas besoin d'argent avant d'obtenir suffisamment de fonds pour ouvrir une autre succursale. Il doit prouver qu'il n'a pas besoin d'argent pour en obtenir.

Il a décidé d'ouvrir une nouvelle succursale dans la ville de Bellingham. Dès qu'il a traversé la frontière, deux ou trois banques se sont arraché sa clientèle. Que se passe-t-il donc? Les banques de l'État de Washington tiennent absolument à faire affaire avec quelqu'un que personne ne connaît dans l'État. Elles se font concurrence pour obtenir sa clientèle.